



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### REALISATION DES ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE POUR LE GHT ALPES DAUPHINE

---

N° du CCAP : 2026E900\_2026E904

**Etablissement support du GHT Alpes-Dauphiné :**

Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes  
CS 10217  
38043 GRENOBLE CEDEX 09

**Etablissement(s) membre(s) du GHT concerné(s) par le présent accord-cadre :**

- ☐ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☒ Centre Hospitalier- La Mure
- ☐ Centre Hospitalier de Rives
- ☒ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☒ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☒ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☒ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

## SOMMAIRE

Préambule .....	3
1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5- Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée du contrat.....	5
4.2 - Reconduction.....	5
4.3 Délais d'exécution.....	5
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
5.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Avance .....	6
8 - Modalités de règlement des comptes .....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	9
8.4 - Paiement des cotraitants .....	9
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
8.6 - Redevance.....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
10 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
11 - Garantie des prestations.....	11
12 - Pénalités .....	11
11.1 - Pénalités de retard.....	12
11.1.1 Retard dans la collecte.....	12
11.1.2 Retard à la restitution .....	12
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
11.3 - Retard dans la présentation d'un sous-traitant.....	12
11.4- Exécution pour frais et risque .....	12
13 - Assurances .....	13
14 - Résiliation du contrat.....	13
14.1 - Conditions de résiliation .....	13
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
15 - Règlement des litiges et langues .....	13
16 - Protection des données à caractère personnel .....	14
17 - Dérogations .....	15

## Préambule

Les groupements hospitaliers de territoires (GHT) ont été créés par l'article 107 de la « Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé » et le « Décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire ».

Le GHT Alpes Dauphiné a été officialisé par la signature de sa Convention Constitutive le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

A cet effet, en phase de passation du contrat, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution du contrat :

- Le CHU Grenoble Alpes assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;
- Les établissements membres assurent, chacun pour la part de l'accord-cadre qui les concerne, l'exécution de l'accord-cadre (émission des bons de commande, ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L.1211-1 du Code de la Commande publique renvoie soit à l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné soit à l'établissement membre du GHT Alpes Dauphiné concerné par le contrat pour chacune des missions qui le concerne.

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernant :

### **REALISATION DES ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE POUR LE GHT ALPES DAUPHINE**

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande établis par l'établissement membre concerné.

Lieux d'exécution :

- LE CH DE LA MURE
- LE CH DE ST-GEOIRE-EN-VALDAINE
- LE CH DE SAINT-LAURENT-DU-PONT
- LE CH DE TULLINS
- LE CH D'URIAGE

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il est prévu une décomposition en lots.

N° Lot	Intitulé du lot	Montant maximum annuel
1	Centre Hospitalier de Tullins	250 000 € HT
2	Centre Hospitalier de Saint Geoire en Valdaire	175 000 € HT
3	Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont	350 000 € HT

4	Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage	250 000 € HT
5	Centre Hospitalier Fabrice Marchiol à La Mure	935 000 € HT

### 1.3 - Type d'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, sans minimum, et avec montant maximum annuel fixé par lot.

Il est passé en application des dispositions de l'article R.2123-1 3°) du Code de la Commande publique.

Il donne lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par les établissements membres concernés, au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale de l'opérateur économique titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant à l'opérateur économique titulaire pour formuler leurs observations.

**Seuls les bons de commande signés par le représentant des établissements membres du GHT Alpes-Dauphiné concerné seront honorés par l'opérateur économique titulaire.**

### 1.5- Réalisation de prestations similaires

L'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- L'annexe liste des actes hors nomenclature complétée par le pourcentage de remise accordé
- Grille valeur tech DD
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'arrêté du 26 novembre 1999 en sa version consolidée du 4 octobre 2016 relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;
- Les dispositions du mémoire technique n'entraînant aucune contradiction avec les pièces de l'accord-cadre ;
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en vertu des accords internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci se verrait directement appliquer à l'accord-cadre dès sa promulgation. L'opérateur économique titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

**Les conditions générales de vente de l'opérateur économique titulaire ne sont pas applicables. Seules les dispositions du Code de la commande publique et les documents énoncés ci-dessus le sont.**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre conservées dans les archives de l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné font seules foi.

### **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

L'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre et ses éventuels sous-traitants sont tenus de considérer comme confidentiel tout renseignement qu'il peut recueillir en raison de sa situation de prestataire. En outre, les dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Par conséquent, l'opérateur économique titulaire et son personnel, qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser. Ils prendront soin de ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations ou travaux réalisés.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts de l'opérateur économique titulaire.

### **4 - Durée et délais d'exécution**

#### **4.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2026.

#### **4.2 - Reconduction**

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement pour deux périodes supplémentaires d'une année chacune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027. La durée totale du marché avec les périodes de reconductions ne pourra dépasser le 31 décembre 2028.

Ainsi, la durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'établissement membre au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. L'opérateur économique titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

#### **Reconduction anticipée :**

La reconduction peut être actée avant terme des un an, soit à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint (date du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum). Le pouvoir adjudicateur doit informer le titulaire de la survenance de la reconduction anticipée due à l'atteinte du montant maximum au plus tôt.

#### **4.3 Délais d'exécution**

##### **Enlèvement, Restitutions et collecte des prélèvements :**

Les modalités d'enlèvement et restitutions des prélèvements des prélèvements sont prévues aux article 3 à 5 du CCTP.

## Communication des résultats :

L'opérateur économique titulaire s'engage à transmettre aux établissements membres concernés les résultats des analyses suivants la collecte selon leurs spécificités prévues à l'article 5 du CCTP.

Il est demandé au titulaire du marché qu'en cas d'épidémie au sein de la structure, l'analyse et la réception des résultats se fassent de manière rapide (24 heures).

L'opérateur économique titulaire aura indiqué dans son mémoire technique le délai sur lequel il s'engage à communiquer les résultats dits habituels.

## **5 - Prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils prennent en compte également, le respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées au tarif des actes de biologie médicale fixé en application des articles L.162-1-7 et L.162-1-7-1 du Code de la Sécurité sociale (article L.6211-21 du Code de la Santé publique).

La tarification de référence est la valeur de la lettre B, fixée par arrêté ministériel en vigueur au moment de la facturation.

Pour toutes les analyses et tous les examens biologiques effectués en cas d'urgence de nuit, le dimanche ou un jour férié s'ajoutera à la cotation propre de l'acte un supplément calculé dans les conditions prévues par la convention nationale définissant les rapports entre les caisses d'assurance maladie et les directeurs de laboratoires privés d'analyses de biologie médicale.

### **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix s'ajustent en fonction des évolutions de la cotation de la lettre-clé « B » parue au Journal Officiel et applicable au jour de leur exécution.

L'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir à l'administration, par courrier recommandé avec accusé de réception, le nouveau tarif appliqué.

## **6 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7 - Avance**

### **7.1 Conditions de versement et de remboursement**

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique :
  - Si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 20 % du montant TTC de la commande.
  - Si la durée du marché est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à

douze fois le montant TTC de la commande, divisée par sa durée exprimée en mois.

- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique :
  - Si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC de la commande.
  - Si la durée du marché est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à 5% du montant TTC de la commande, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de la commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à -21 du Code de la commande publique.

## **7.2 Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le laboratoire adressera chaque mois à l'établissement hospitalier le relevé des analyses et examens qui lui sont confiés ainsi que leur facturation. Chaque facture devra détailler les objets des prestations demandées et les prix par prestation.

De son côté, l'établissement hospitalier s'engage à régler le laboratoire suivant les règles de la comptabilité publique et par mandat administratif.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 0 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse de chaque établissement concerné prévu à l'annexe avec les coordonnées des différentes structures.

## **FACTURATION ELECTRONIQUE : une solution CHORUS PRO**

Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique devient progressivement obligatoire et ce d'ici le 1er janvier 2020.

L'obligation faite à l'Etat d'accepter les factures électroniques est élargie aux collectivités territoriales et à tous les établissements publics à compter du 1er janvier 2017.

L'ordonnance du 26 juin 2014 définit le **calendrier d'obligation de facturation électronique** pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs :

- **1er janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les personnes publiques ;**
- **1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés)**
- **1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;**
- **1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).**

A cet effet, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics.

Cette solution, intitulée **Chorus Pro** permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

*>> Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015*

*>> En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro*

Le site Communauté Chorus Pro. Permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.



Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues à l'opérateur économique titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, l'opérateur économique titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulations contraires prévues à l'Acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'établissement membre concerné à l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès de l'opérateur économique titulaire contre récépissé. L'opérateur économique titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'établissement membre concerné. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'établissement membre concerné accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que l'opérateur économique titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'établissement membre concerné adresse sans délai à l'opérateur économique titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'établissement membre concerné de l'accord, total ou partiel, de l'opérateur économique titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, l'opérateur économique titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'établissement de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'établissement membre concerné informe l'opérateur économique titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si l'opérateur économique titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### **8.6 - Redevance**

La prise en charge d'un certain nombre d'éléments de la prestation d'analyses de biologie médicale par le pouvoir adjudicateur pour le compte du titulaire, donnera lieu au versement d'une redevance trimestrielle par le titulaire établissements supports concernés. Le paiement de cette redevance constitue exclusivement une contrepartie des prestations fournies pour la réalisation des examens. Cette redevance portera sur les prestations réalisées par le pouvoir adjudicateur pour le compte du titulaire.

Le montant de cette redevance est établi pour les examens inscrits à la nomenclature des actes de biologie médicale à un tarif unitaire selon les établissements :

CH Uriage : 0.05€HT/B  
CH La Mure : 0.05€HT/B  
CH SLDP : 0.07€HT/B  
CH SGV : 0.06€HT/B  
CH Tullins : 0.06€HT/B

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les laboratoires soumissionnaires doivent être en conformité avec les dispositions des décrets suivants :

- Décret n° 76-1004 du 4 Novembre 1976 fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale et modifié par le décret n° 93-354 du 15 mars 1993,
- Décret n° 95-1321 du 27 décembre 1995.
- Norme Iso 1589, qui spécifie les exigences de qualité et de compétences applicables aux laboratoires de biologie médicale.

Les laboratoires soumissionnaires devront être en mesure de justifier de la bonne exécution des analyses suivant les dispositions du décret n° 83-104 du 15 février 1983, modifié par le décret n° 93-354 du 15 mars 1993, ainsi que dans le respect du guide « Références Juridiques - Biologie Médicale » rédigées par le ministère de la santé et de la CNAMTS.

Les conditions d'exécution sont prévues à l'article 5 du CCTP.

### **Transmission des résultats d'analyses**

Les résultats d'analyses seront transmis via le Dossier Informatisé patient de l'établissement (EASILY).

L'envoi de résultats même en « statut partiel » doit être possible.  
Ils seront ensuite confirmés par courrier.

### **Obligations diverses**

Les laboratoires soumissionnaires devront être en mesure d'assurer un fonctionnement continu de jour comme de nuit, ainsi que les jours fériés. Il est précisé que l'éloignement ne peut porter préjudice à la bonne conservation des prélèvements.

Ils s'engagent à exécuter avec tous les soins et la diligence nécessaire les analyses ou les examens qui lui sont confiés par l'établissement et à transmettre à ce dernier, dans la mesure du possible, sous 24 heures leurs résultats.

En cas d'urgence signalé par le Chef de service de l'établissement, les résultats devront lui être communiqués par téléphone ou télécopie dès qu'ils seront connus.

Une réunion en début d'année aura lieu pour définir les modalités de fonctionnement (prélèvements urgents, transports, identitovigilance...)

Une réunion annuelle aura lieu également pour faire le bilan des non conformités

L'opérateur économique titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel, des locaux et du matériel de l'établissement membre concerné.

### **Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Il conviendra de démontrer que la société pratique une politique de gestion d'entreprise respectueuse de l'environnement.

Seront analysés toutes les démarches entreprises par la société relatives au thème du développement durable en lien avec l'exécution du contrat, l'entreprise pourra proposer un plan de progrès sur ce volet en cours d'exécution du contrat.

#### **Responsable chargé de représenter l'opérateur économique titulaire :**

La bonne exécution des prestations suppose que l'opérateur économique titulaire affecte au(x) marché(s) conclus **un seul responsable** chargé de le représenter auprès des établissements adhérents au GHT-Alpes Dauphiné.

Le changement du responsable devra être notifié par mail à l'établissement support du GHT-Alpes Dauphiné au moins **10 jours avant son remplacement**.

L'établissement support du GHT-Alpes Dauphiné se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplit pas correctement ses fonctions à son égard.

#### **Réglementation et comportement :**

L'opérateur économique titulaire est responsable de son personnel, qui se doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code de travail, hygiène, sécurité incendie, règlement intérieur de l'établissement, etc.).

Le personnel de l'opérateur économique titulaire fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard du personnel de l'établissement, des usagers, des tiers, etc.

## **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement membre concerné au moment de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

L'opérateur économique titulaire ou son représentant peut être présent lors de la vérification.

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement membre concerné prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **11 - Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

## **12 - Pénalités**

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives. Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives. Cependant, elles seront plafonnées à 20% du montant de la facture sur laquelle doit s'appliquer les pénalités. Toutefois, l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné peut décider de cumuler l'ensemble des pénalités (limitée à 20% des factures) et de les facturer en fin de contrat. Cette disposition ne s'applique pas pour l'exécution aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire pour laquelle il doit supporter l'intégralité du surcoût.

## 12.1 - Pénalités de retard

Sauf acceptation préalable de l'établissement membre concerné pour des retards liés à la force majeure, en cas de retard, l'opérateur économique titulaire encourt une pénalité **sans mise en demeure préalable**.

### 12.1.1 Retard dans la collecte

Est considéré comme en retard, l'opérateur économique titulaire qui procède à la collecte des prélèvements au maximum 30 minutes après l'heure prévue. Si un enlèvement est effectué avec plus d'une heure de retard par rapport à l'horaire prévu, et par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, il sera appliqué à l'opérateur économique une pénalité de 10€ HT par heure de retard.

### 12.1.2 Retard à la restitution

Dans le cas où un résultat d'analyse est restitué avec un retard de plus de 1 jour après la date prévue, et par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, il sera appliqué à l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre une pénalité de 50€ HT par demi-journée de retard.

## 12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, chaque établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné, en ce qui le concerne, applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 12.3 - Retard dans la présentation d'un sous-traitant

En cas de retard dans la transmission des documents relatifs à la sous-traitance, il est appliqué une pénalité égale à 50 € par jour calendaire de retard, après mise en demeure de l'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné, en ce qui le concerne non-suivie d'effet.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 12.4- Exécution pour frais et risque

Dans l'hypothèse où le titulaire se voit dans l'impossibilité de livrer tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat, par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'adresser à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant **sans résilier l'accord cadre et sans mise en demeure** et de lui en faire supporter l'éventuel surcoût.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue au contrat, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir de se substituer de plein droit au titulaire défaillant. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 13 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 14 - Résiliation du contrat

### 14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, à l'exception des suivantes :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'établissement support, le titulaire ne perçoit pas d'indemnité.
- Par application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché public au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code du commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du Code du commerce.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2143-4 et R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts de l'opérateur économique titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire.

### 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 15 - Règlement des litiges et langues

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie de l'accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, notamment le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) (cf. Annexe au présent CCAP).

Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, il n'incombe pas à l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

A cet effet, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;
- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;

- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse [protection-donnees@chu-grenoble.fr](mailto:protection-donnees@chu-grenoble.fr), dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

## 17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fourniture Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 5.2.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent accord-cadre.